

BRETAGNE rouge



SOMMAIRE

- Dossiers -

* NANTES 23 OCTOBRE :
VIVRE AU PAYS

* LE TRO-BREIZH DE
GEORGES MARCHAIS :

UNE BRETAGNE AUX
COULEURS DE LA
FRANCE

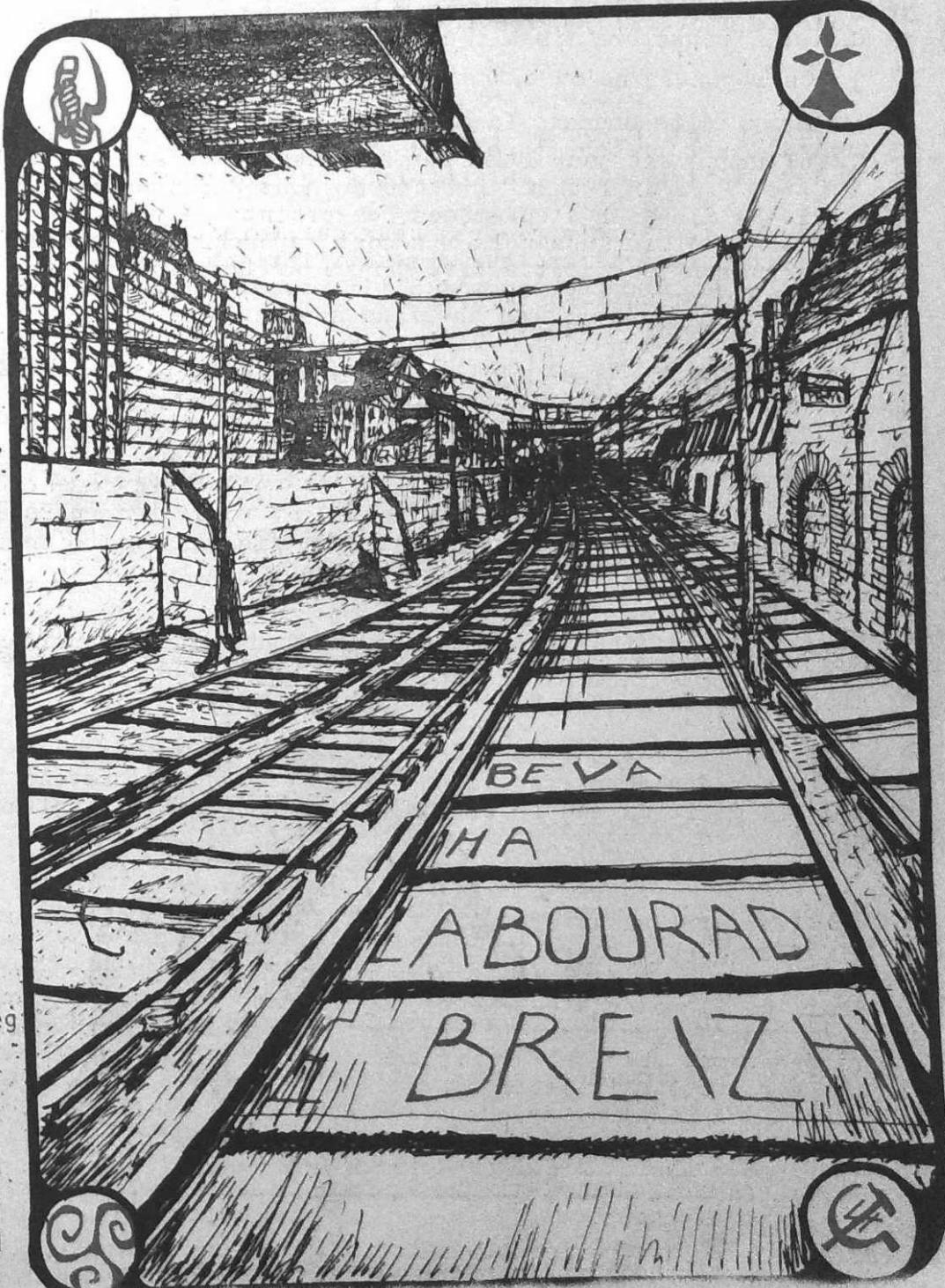
- La mort de J.M.
Kernaleguen
- La lutte contre les
implantations nuclé-
aires
- La loi anti-casseurs
contre les luttes en
Bretagne
- Luttes culturelles :
 - Interview d'un
membre d'AR FALZ
 - "Nag ar vazh, nag
ar vezh"
 - Radio-télé Brezhoneg

Octobre/Here

supplément à

ROUGE N° 180

DIR. de pub. A. BOBBIO



EDITORIAL

DEUX EVENEMENTS, en Bretagne, A une semaine d'intervalle :

J.N. Kernalguen meurt à Ty Vougeret pour avoir voulu mener jusqu'au bout un combat que les formes traditionnelles de lutte s'étaient avérées impuissantes à faire aboutir.

G. Marchais, secrétaire général de l'organisation la plus influente du mouvement ouvrier fait une tournée bretonne où il réaffirme sur tous les tons l'appartenance de la Bretagne à la France et écrase de son mépris les autonomistes, "poussière minable de quelques fantaisistes"...

Ces deux faits donnent la mesure du danger qui pèse sur l'essor des luttes des travailleurs bretons : celui d'une rupture complète entre le mouvement ouvrier et les militants les plus révoltés par la situation de la Bretagne.

Il est facile d'opposer à ceux qui voient dans la violence spectaculaire la seule réponse à la hauteur des humiliations subies par le peuple breton, que l'action de commando conduit à l'inaction, que la violence de quelques uns ne suffit pas à l'inaction du grand nombre.

Mais si l'est vrai que la voie juste et efficace est celle de la lutte de masse, encore faudrait-il que les organisations ouvrières et populaires, qui le mènent prennent en compte le problème breton dans tous ses aspects.

Tant qu'elles s'abstinent de le faire, tant qu'elles se contentent de l'inaction face à des défis tels que Ty Vougeret, il se trouvera des militants pour chercher dans la violence exemplaire un ultime recours. Et enfin au pire fort leur isolement.

Dans ces conditions il est odieux de leur jeter l'anathème. Et inutile de se borner à prêcher la supériorité de l'action de masse, si on n'ouvre pas, concrètement, une autre voie.

C'est là qu'est l'urgence : assurer la prise en charge dans les luttes quotidiennes des ouvriers, des paysans, des jeunes bretons eux-mêmes, du combat pour le droit du peuple breton à vivre sur son sol suivant ses propres choix.

On répondra qu'on est encore loin du compte.

C'est vrai si on s'en tient à l'attitude des organisations réformistes dont l'influence est pour l'instant prépondérante sur les travailleurs bretons : P.G. et P.S. Ni l'un ni l'autre ne sont disposés à reconnaître aux bretons le droit de disposer d'eux-mêmes, de crainte de voir se dézarder l'Etat et la Nation centralistes auxquels ils sont farouchement attachés. Ni l'un ni l'autre ne prendront une part active dans l'affirmation par les travailleurs bretons de leur personnalité propre.

MAIS IL Y A D'AUTRES RAISONS D'ESPERER :

La lutte contre les implantations nucléaires montre la voie à suivre. Dans la région de Frest par exemple elle a été efficacement prise en charge par les courants les plus avancés du mouvement populaire (paysans, intellectuels, ouvriers). Et le défi au Pouvoir qui visait à faire de régions bretonnes désertifiées les poumons nucléaires du capitalisme a été jusqu'ici efficacement relevé.

Pourquoi bretagne rouge?

La grève bretonne de Novembre 75 avait vu de nombreuses sections syndicales réclamer, en breton, que la Bretagne vive ; et la journée du 23 octobre pour le droit de "vivre au pays" devrait marquer une nouvelle avancée dans ce sens.

La lutte contre la répression a fourni l'occasion d'une pratique unitaire souvent riche de promesses, malgré les contradictions, entre les courants révolutionnaires "hexagonaux" (P.S.U., L.C.R., Révolution/G.O.P.), les militantes autonomistes et les militants culturels.

Ainsi se créent les conditions d'un débat positif avec les courants autonomistes, qui s'échouent régulièrement (ainsi qu'en témoigne le récent revirement de S.A.V. et le flottement du F.A.S.A.B.) dans les eaux d'un nationalisme négateur de la lutte de classes.

Ainsi prend forme peu à peu une pratique qui associe intimement lutte de classe et lutte pour le droit du peuple travailleur breton à la maîtrise de sa terre de son économie, et de sa culture.

& NOUS VOUDRIONS FAIRE DE BRETAGNE ROUGE UN OUTIL POUR ALLER PLUS VITE ET PLUS LOIN DANS CETTE VOIE. Nous avons, pour cela quelques convictions à livrer au débat :

Celle que les travailleurs bretons subissent une double oppression : en tant que travailleurs, et en tant que bretons.

Celle que leurs luttes d'aujourd'hui n'auront que plus de force et de profondeur si elles associent revendication économique et réveil de leur identité politique et culturelle.

Celle que le socialisme à construire devra leur offrir la possibilité de disposer d'eux-mêmes dans le cadre d'une société où le pouvoir sera fondé sur la libre fédération des conseils de travailleurs, à l'échelle d'une Europe dans laquelle chaque peuple établirait avec les autres les relations de son choix.

Il nous reste à les vérifier, à les approfondir. Et à lever aussi les incertitudes comme celle qui a trait à l'opportunité d'ouvrir : un réveil du continent national en Bretagne, point sur lequel nous ne sommes pas unanimes.

(*) Nous avons le projet pour les prochains numéros d'une enquête destinée à faire le point sur les convergences et divergences exactes entre tous ceux qui pensent que l'essor de la lutte de classes en Bretagne et le réveil du peuple breton à la conscience de son identité sont, l'un à l'autre, indispensables.

(**) Nous n'entendons pas le faire seuls.

A tous ceux-là, révolutionnaires hexagonaux, militantes autonomistes, syndicaux (ouvriers et paysans) ou culturels, nous ouvrirons nos colonnes chaque fois qu'ils souhaiteront s'exprimer et débattre.

Brest
Le 15 OCTOBRE 1976

NANTES 23 octobre.

NAONCD 23 A VIZ HERC...

BRETAGNE
1976

Bretagne 1976. La crise frappe de plein fouet. Le nombre de chômeurs réel dépasse maintenant 60 000. Des pays entiers Fougeres, Redon, Sud Finistère sont menacés d'asphyxie définitive par les fermetures d'entreprises, la crise de la petite agriculture et de la pêche. Partout le chômage pèse sur le développement des luttes revendicatives : on connaît trop la réponse "Si vous n'êtes pas contents, d'autres attendent de prendre votre place", pas question de céder aux revendications, et les défaites s'ajoutent aux défaites...

Et comme si tout cela ne suffisait pas, voilà aujourd'hui le plan Barre, qui va organiser la baisse du pouvoir d'achat pour ceux qui ont du travail, et aggraver le chômage en stoppant l'investissement et les créations d'emploi, on agravera la crise de l'agriculture par le blocage des crédits...

Le 7 OCTOBRE
Le 23 OCTOBRE
... et après

Le 7 Octobre nous avons été des millions de travailleurs, en Bretagne et ailleurs à exprimer notre refus d'accepter que ça continue ainsi.

Nous étions très nombreux en grève et dans les manifestations. Autant ou plus qu'aux meilleurs moments de 68.

Mais beaucoup sont restés silencieux dans les manifestations. Et ce silence était un signe : celui du désarroi que suscite l'absence de perspectives claires pour les lendemains de la lutte et sa poursuite jusqu'à la victoire.

Chacun est conscient que le régime Giscard-Barre jette toutes ses forces dans cette bataille et qu'une journée d'action même massive ne pouvait à elle seule ébranler son projet anti-ouvriers.

De fait, il n'a rien cédé après le 7. Et on aura beau tout faire pour que le 23 soit un nouveau coup de boutoir, ce qui est nécessaire, il est à prévoir que ça ne suffira pas non plus à le faire reculer.

Alors il faut dégager des perspectives pour une lutte victorieuse dans l'affrontement actuel avec le pouvoir. Ne pas se contenter, comme le fait le P.C. par exemple, de dire "qu'on n'attendra pas 78 l'arre au pied". Mais proposer des axes de luttes, des mots d'ordre, des formes d'organisation qui permettent de faire céder le Pouvoir.

....

DERNIERES
NOUVELLES

Le chiffre officiel des demandes d'emploi non-satisfaites fin septembre 76 vient d'être connu.

Il est de 45.800 pour les quatre départements administrativement bretons.
Il y a un an à la même date il était de 41.600.
Puisqu'on vous dit qu'on sort du tunnel ...

- 4 -

...Vivre Au Pays!
Beva e BREIZH

ELARGIR ET APPROFONDIR LA LUTTE EN BRETAGNE

FIXER DES ENJEUX Il ne suffit pas "d'exprimer son déscontentement..."
Le pouvoir le connaît par cœur. Les journées d'action sans lendemain sont pour lui le moindre mal et ne dérangeront guère l'application de sa stratégie.

Les enjeux les plus décisifs sont les usines menacées de fermeture. C'est autour d'elles qu'il faut centraliser les luttes dans les diverses régions de Bretagne. En organisant leur occupation, et leur reprise en marche chaque fois que la production s'y prête. En mobilisant autour d'elles les travailleurs et la population des villes concernées, jusqu'au maintien de tous les emplois. À la bourgeoisie de se débrouiller pour trouver une solution : si aucun patron ne veut reprendre l'usine, qu'on prononce sa NATIONALISATION pour sauvegarder l'emploi.

IL N'Y A PAS QUE L'EMPLOI

Le sous-emploi n'est pas le seul aspect du sort que le capitalisme entend réservé à la Bretagne.

La MILITARISATION et l'implantation de centrales nucléaires en sont le complément, l'accepter, c'est accepter la vocation de la Bretagne à devenir la région semi-désertique que le pouvoir veut en faire.

Il faut tout faire pour empêcher toutes implantations de centrales et de camps militaires, nouveaux, en Bretagne, et pour que le mouvement ouvrier de son indifférence à cet égard et jette tout son poids dans la balance.

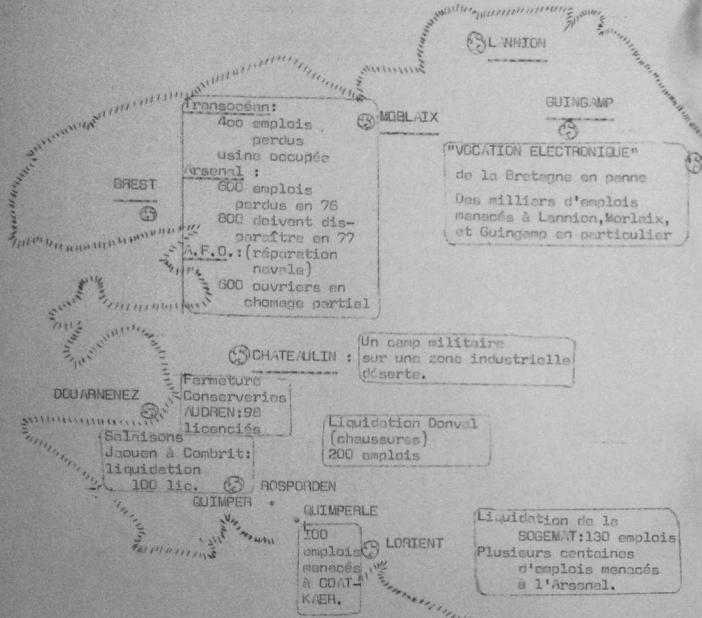
UNITAIRE POPULAIRE Les travailleurs des villes ne sont pas les seuls à subir les effets de l'asphyxie de la Bretagne.

Les petits paysans acculés dans une situation encore plus difficile qu'avant par la sécheresse, les marins-pêcheurs dont les revenus baissent sans arrêt, les jeunes voués en grand nombre à l'exode ne sont pas moins concernés par la lutte à mener.

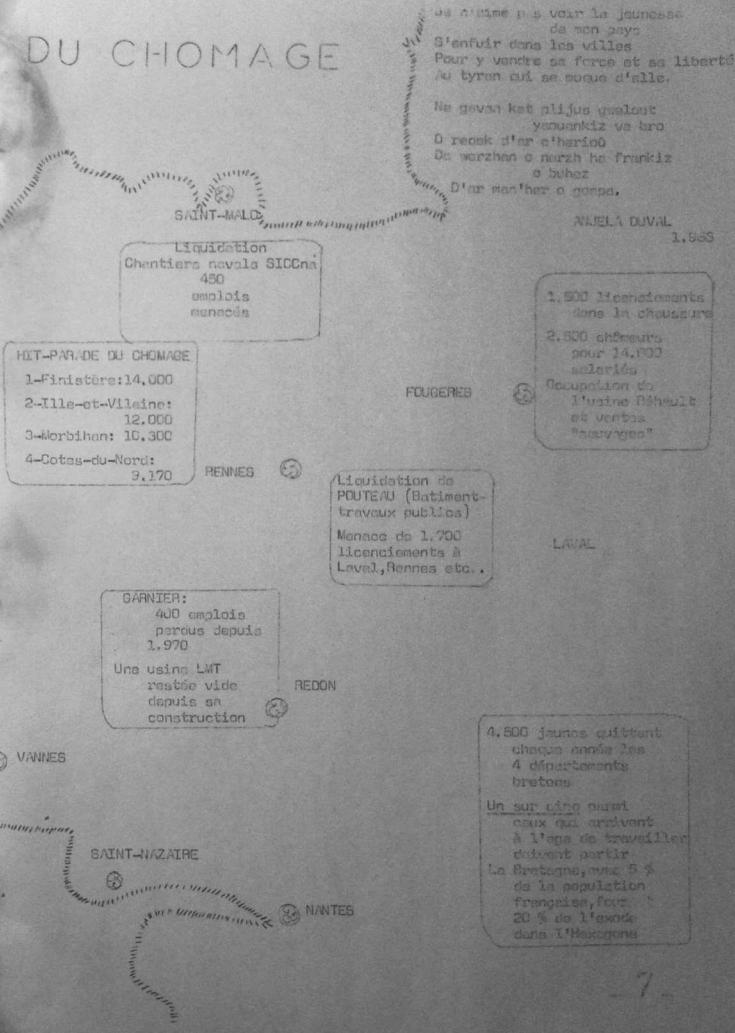


- 5 -

LA BRETAGNE



DU CHOMAGE



CHOSSES LUES:
Mr. Essig (Délégation à l'aménagement du Territoire DATNA):
"La Bretagne est la région où nous avons résolu le plus de dossier ces temps derniers. Toutefois, certains points d'interrogation restent posés ..."

UNITE OUVRIERS-PAYSANS

Depuis le projet de super impôt sécheresse, une hargne anti-paysans s'est répandue parmi les ouvriers. On entend à longueur de temps des propos du genre : "On ne va pas encore se serrer la ceinture pour eux, qui sont plus riches que nous, ne paient pas d'impôt et ont des bourses aussi qu'ils veulent pour leurs gosses... et ils ne se gênent pas pour profiter de la crise : la preuve le prix des patates...".

L'apparition de ce climat anti-paysans dans les boîtes correspond exactement à ce que recherchait le pouvoir en lançant la super-impôt : instaurer la division entre travailleurs des villes et travailleurs des campagnes.

Certes les travailleurs qui "crognent" ont raison de ne pas vouloir payer pour les capitalistes paysans, ce qui revient la solidarité demandée par le Pouvoir.

Mais il existe une alternative à cette solidarité en trompe-l'œil : l'unité d'action ouvrière-paysans pour l'indemnisation de ceux qui en ont besoin, financée par le patronat.

* Aide réservée à ceux qui ont besoin : il faut aider substantiellement les petits paysans qui n'ont pas les moyens de faire face à la crise. Dans ce sens les paysans travailleurs demandent une aide de 15 000 F par famille écartant ceux qui dépassent les surfaces de cultur.

* Aide financée par le patronat : les industries agro-alimentaires et le Commerce vont largement profiter des pénuries entraînées par la sécheresse. En temps ordinaire ils confisquent aux paysans la plus grande part du produit de leur travail : à eux de payer la note aujourd'hui.

C'est sur ces bases qu'il faut organiser l'unité d'action entre le mouvement ouvrier et les tendances du mouvement paysan qui acceptent (paysans travailleurs et MOPF notamment) :

- Unité ouvriers-paysans dans les luttes pour des journées comme le 25/10 par ex.
- Information à s'entretenir par leurs sections syndicales sur les problèmes des paysans (à partir de documents fournis par ex. par les PJ ou MOPF),
- Organisation commune de ventes directes pour lutter contre la hausse des prix,
- Lutte en commun contre la spéculation.

23 OCTOBRE (suite)

.......

C'est un front de lutte anti-capitaliste qu'il faut construire avec eux, en organisant la lutte en commun avec toutes les forces qui en émanent et acceptent de combattre sur la base des intérêts de toute la classe ouvrière.

Ainsi se rassembleront dans l'action, dans l'unité à la base toutes les forces concernées par la lutte pour que la Bretagne vive.

Et nous pourrons contribuer par là à notre manière et sur notre terrains à porter au Pouvoir de Giscard-Sarré les coups qui l'obligeront à reculer, ou à s'en aller.



.......

Nantes 23 Octobre Virre au Pays (Suite)

ECHÉC AU PLAN BANQUE - QUE GISCARD CIDE OU PARTIE !

Aussi spécifiques que soient nos problèmes en Bretagne, nous ne pouvons espérer vaincre complètement sans étier notre lutte dans le cadre de la lutte d'ensemble de tous les travailleurs.

Le Pouvoir ne cédera sur rien si l'il n'est pas battu en brûche sur l'essentiel : l'application de son plan d'austérité. Le Pouvoir a son Plan pour nous mettre au pas. Il nous faut aussi notre Plan de riposte et nous voulons que son défi soit relevé. Nous proposons :

C¹ QUE LES TRAVAILLEURS CHOISISSENT EUX-MÊMES LEURS OBJECTIFS ET LES FORMES DE LUTTE

Ils s'engageront d'autant plus résolument dans l'action qu'ils en auront choisi eux-mêmes les modalités à travers des ASSEMBLÉES UNITAIRES qui :

- * se prononceront sur les mots d'ordre (si dans une boîte les syndicats sont en désaccord sur les revendications - augmentations égales ou en % par ex. - chacun doit exprimer ses positions à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE qui décide).

* se prononcent à chaque moment sur la poursuite de la lutte, qu'avons-nous obtenu ? Faut-il continuer ? Comment ? Autant de questions à traiter à la base et non par des tractations de sommet.

C² DES REVENDICATIONS UNIFIANTES POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

Parmi toutes les revendications possibles, il faut choisir celles qui sont décisives pour la grande masse des travailleurs.

- Défense du pouvoir d'achat

- échelle mobile pour les salaires et les revenus sociaux (allocations) basée sur l'indice des syndicats.
- un minimum de salaire décent : 2 300 F.
- augmentation égale de 300 F pour tous.

- Assez de chômage

- les 40 h tout de suite pour tous les secteurs.
- la semaine de 35 h à court terme... (Comment admettre que la majorité des travailleurs s'épuisent à des semaines de travail aussi longues qu'il y a 40 ans, quand plus d'un million d'autres sont au chômage).

.......

9

NANTES 23 OCTOBRE . VIVRE AU PAYS (suite).

C) NOUS NE VOULONS PAS DU PLAN BARRE NE LE LAISSENS PAS S'APPLIQUER !

Il y a quelques années, quand les tarifs d'électricité et de transports ont augmenté en Italie les syndicats ont organisé le refus des augmentations, qu'ils ont fait passer directement dans la pratique en imprimant eux-mêmes des tickets et des factures aux anciens prix.

Pourquoi ne pas s'inspirer aujourd'hui de cette pratique de "désobéissance civile" ?

Pourquoi pas des vignettes à l'ancien prix imprimées par les syndicats qui collecteraient directement l'argent ? Pourquoi pas une consigne générale de refus des augmentations de charges locatives (qui vont compenser le blocage des loyers) ? Pourquoi pas un contrôle direct des syndicats des employés de commerce et des associations populaires sur les prix, seul moyen de bloquer effectivement leur hausse ? Pourquoi pas des ventes directes, en collaboration avec paysans ou marins-pêcheurs ?

4^e ET SI Giscard-Barre NE CÉDENT PAS QU'ILS DÉGACENT !

Giscard n'a jamais eu le soutien de la grande majorité des travailleurs. Il est maintenant minoritaire dans tout le pays.

Nous n'allons quand même pas le laisser nous dicter ses quatre volontés. C'est maintenant qu'il faut le faire céder : ceux qui pensent pouvoir attendre 78 font un faux calcul car d'ici là beaucoup de travailleurs ont le temps de se déranger et de perdre confiance.

Si Giscard-Barre et leur Parlement minoritaire ne cédent pas à nos revendications, il faudra prendre tous les moyens de les chasser. Jusqu'à la grève générale.

ARRÊTÉES EN BRETAGNE :

Comme après chaque vague d'attentats spectaculaires, la police vient d'opérer une nouvelle fois un coup du fillet parmi les militantes autonomistes. Tout laisse à penser qu'elle n'a pas plus de preuves que d'habitude contre la douzaine de personnes qu'elle a interpellées, parmi lesquelles figurent des victimes de la précédente série d'arrestations qui avait en lien il y a un an. Les deux frères Guillaudre, du Chasseleur du Fou, inculpés devant la Cour de Sarrebourg de l'état et en liberté provisoire ont été de nouveau arrêtés. Trouver le multiplicateur de ces interpellations arbitraires, c'est finalement la pratique des "lettres de cachet" de l'ancien régime qui retrouve droit de cité en Bretagne: des militantes sont arrêtées et emprisonnées suivant la volonté du gouvernement sans aucune preuve ni procès.

ISSUEZ D'IRIBARRE !

LIBERTÉ POUR LES MILITANTS AUTONOMISTES !

Chœix-en-Retz : une lutte exemplaire !

à Chœix-en-Retz, près de Nantes, Henriette et Armand Mouille se préparent à passer l'hiver dans une caravane au milieu d'un champ, sans électricité, avec un chauffage de fortune. On a mis 500 mètres de tuyaux de plastique pour les alimenter en eau. Ils ont tous les deux plus de 50 ans. Non, ils ne tentent pas une nouvelle caravane tous terrains et tous temps. Ils sont dehors parce que 25 cars de C.N.S. les ont expulsés le 5 Juillet 1970 de la ferme qu'ils exploitent comme fermiers !

Depuis 1965, les Mouille exploitent à Chœix-en-Retz la ferme "Bois aux Moines" appartenant à Rondineau, commerçant grec-nier au Pellerin. Histoire jalonnée de la lutte des fermiers pour défendre leurs droits contre un propriétaire qui n'hésite pas à jeter devant les grands moyens, allant jusqu'à détruire au bulldozer une partie des murs de sa propre ferme pour obliger les Mouille à partir. Histoire qui est justement intéressante parce qu'elle montre clairement qu'il ne s'agit pas d'une querelle entre gens têtus, mais que la justice ne se trompe pas: elle priviliege le droit de propriété sur le droit au travail. Elle choisit dans le sens de la classe qu'elle défend.

UN PROPRIÉTAIRE ET SON FERMIER

A L'ORIGINE UN PRIX DE FERMAGE EXCESSIF ET DES CÉPAGES PROHIBÉS.

Devant le refus importé par le propriétaire d'un ajustement du fermage à la valeur réelle des terrains, au terme du délai prévu par la loi, le fermier tenta de faire reconnaître son droit, et refusa entre autres de cacher la nature de 52 ares de vin qui n'étaient autres que des cépages prohibés (noir et othello), tandis que le propriétaire continuait de son côté de faire de fausses déclarations.

LA JUSTICE DONNE RAISON AU PROPRIÉTAIRE FRAUDULEUX CONTRE LE FERMIER QUI NE FAIT QU'APPLIQUER LA LOI.

- 13 Février 1970 : le tribunal paritaire de Paimboeuf donne raison au fermier.

- 7 Juillet 1970 : la cour d'appel de Rennes décide la résiliation du bail et l'expulsion du fermier dans les 15 jours, n'apportant entre autres sur le fait que le fermier n'apportait pas la preuve écrite que le propriétaire s'engagait à arracher le noir et l'othello.

Jusqu'en 1976, le pouvoir, embarrassé, n'a pas osé exécuter la décision.

SIX ANS DE VIOLENCES CONTINUELLES, DE PROPOS INSURGÉS ET D'AGGRESSIONS DE LA PART DE RONDINEAU.

- dégâts aux clôtures, aux cultures, à l'alimentation en eau.
- 27 Juin 1975 : destruction du toit de la maison d'habitation.
- 4 Juillet 1975 : destruction des bâtiments d'exploitation, y compris d'une salle de traits ambulante, propriété des Mouille.
- et depuis, Rondineau parle d'installer son fils, géométricien(?) sur cette ferme, alors qu'il ne répond à aucune condition pour une première installation, quand on sait aussi qu'ils réalisent

déjà sur une autre terre, que Mouille, par esprit de conciliation, leur avait laissée en 1974, le démantèlement de la terre au profit de constructions immobilières.

- le 6 Juillet 1975 les flics chassent les Mouille, en pleine période de sécheresse, sans se soucier du troupeau qu'il faut nourrir et traire.
- le 11 Août, les Mouille reprennent le travail au "Bois aux Moines", installés dans un caravane sur une terre qui n'appartient pas aux Rondineau, décidaient quoi qu'il en coûte à continuer de travailler les terres qu'ils louent à d'autres propriétaires, environ 3 ha.

LA MOBILISATION

Tout cela ne serait qu'une triste anecdote, si l'impact de cette lutte n'avait pris des dimensions considérables, tant les enjeux sont importants dans un département où, entre 1970 et 1975, chaque jour, trois exploiteurs ont mis la clé sous la porte.

Rondineau, loin d'y chercher recours du côté de la F.F.A. locale et régionale (ils n'étaient pas assez nombreux), sans compter le préfet et ses flics.

Autour des Mouille depuis longtemps et de plus en plus, la mobilisation a été soutenue : la F.B.S.E.A., les paysans travailleurs, le C.F.D.T. local, le M.R.C. (Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne), et beaucoup d'"inorganisés". Jour et nuit, depuis des mois, une garde pour prévenir l'en agissement du propriétaire et des flics ; une aide pour les travaux (vendanges, traite des vaches, ensilage, réfection des installations détruites, etc...) ; et surtout un lieu de rencontre et d'échanges toujours renouvelé, un bouillon de culture où se développe une prise de conscience des conditions de la petite et moyenne paysannerie face au pouvoir de l'argent, de la propriété foncière, des multinationales, etc... ; un des rares lieux où paysans, ouvriers agricoles, et ouvriers d'usines ont pu se retrouver dans la lutte sur la question paysanne.

(N.B. Chaque dimanche, un pique-nique réunissait plusieurs centaines de personnes au "Bois aux Moines").

LA MAINTENANCE

Les Mouille sont revenus au "Bois aux Moines", mais ils n'ont plus assez de terres. Il faut leur en trouver dans des conditions difficiles : tout près de là l'E.D.F. convoite beaucoup de place pour implanter une centrale nucléaire unique en son genre : elle est la première au monde à posséder une telle puissance aussi près (15 km) d'une grande ville (Nantes). Mais les Mouille ne peuvent partir : ils ont tout leurs matériels en commun avec des paysans du voisinage, ils sont intégrés à des équipes de travail, ils ne peuvent à 52 ans faire une réinstallation ailleurs (et où). Et surtout, si les Mouille, si ceux qui les soutiennent n'ont admis le fait scandaleux de l'expulsion, en pleine sécheresse et malgré un recours juridique auprès du ministre de la justice qui n'a toujours pas donné de réponse (M. Guichard était, avant d'être ministre, contre l'expulsion des Mouille, mais maintenant...?).

Car il s'agit, à Chaix-en-Betz, de savoir si la terre est d'abord un outil de travail ou un objet de spéculation foncière, si l'usage du sol passe avant le droit de propriété. Il faut obtenir un heil pour les Mouille.

Corr. paysan Nantes

EN HOMMAGE À YANN KELL

Après que le Préfet du Finistère ait interdit le rassemblement projeté à Ti Vougeret et fait venir à Quimper plusieurs cars de C.R.S. de crainte de troubles - le péril autonomiste serait-il plus grand qu'on ne le dit ? - C'est au cimetière de Kerfeunteun que 400 casadars ont rendu à Yann Kell un dernier hommage.

Parmi ceux qui étaient là tous ne partageaient pas les mêmes choix que Yann Kell pour ce qui est des méthodes de luttes ; mais tous se reconnaissaient dans sa révolte et son combat.

Per Denez dit que "nous n'accepterons pour lui ni l'injustice ni l'opprobre ni l'oubli" et appela à "faire pour lui ce long travail de reconquête qu'il n'a pas eu le temps d'accomplir afin que le peuple breton redécouvre maître de son destin et qu'il n'y ait plus de mort à 20 ans".

C'était la pensée de tous.

YANN KELL MORT À TI VOUGERET.

A propos de la mort de Yann Kernaléguen, il faut d'abord faire justice des falsifications de la presse locale. "L'intention de tuer" titrait Ouest France le lendemain, alors qu'aucun élément sérieux ne permet d'affirmer que cet attentat échappait aux caractéristiques habituelles de ceux qui ont été commis jusqu'ici : des actes de violence spectaculaire contre les biens matériels.

Il est donc parfaitement incompréhensible de qualifier les membres du commando de "criminels" comme s'est empressé de le faire l'U.D.B. A l'opposé il est tout aussi faux de parler de "sacrifice pour la cause" comme le font certains autour du F.A.S.A.B. Je était conscient des risques d'une telle action, mais n'a pas cherché à mourir. Au contraire il ne demandait qu'à vivre.

Vivre pour lui signifiait combattre la mort programmée par le pouvoir pour la Bretagne et le peuple breton. Il était conscient des difficultés de ce combat. Militant culturel à "Eskol an Enezav" il enseignait le breton, travail de longue haleine et peu spectaculaire s'il en est. Militant syndical il aurait en quelques mois implanté une forte section C.F.D.T. à l'entreprise "Le Coz et Mahé" dans un secteur réputé difficile, celui des transports routiers. Il avait été licencié 15 jours à peine avant sa mort.

C'était donc un militant de masse, et il savait faire avancer les choses à long terme.

Mais il est toujours difficile d'accepter les lendemains d'une telle action et on est parfois tenté d'accélérer les choses par une action spectaculaire. D'autant plus qu'à Ti Vougeret le combat semblait en passe d'être perdu pour n'avoir pas été mené avec la vigueur nécessaire.

Ji ne pouvait accepter cette défaite ni l'insolence du pouvoir. C'est en cela qu'il était des nôtres, de cette génération qui brûle de liquider cette société d'exploitation et d'oppression, même si les formes d'action qu'il a choisi ne sont pas les nôtres.

FROVOCATION : La presse a publié un communiqué aux termes duquel "le F.L.B. autorise ses commandos à porter les armes et à tirer sur les ouvriers qui accepteront de travailler à la construction du camp militaire". Or bien ce communiqué émane de la police qui cherche à discréditer autonomistes et opposants au camp militaire aux yeux de la population. Ou bien il émane réellement de tout ou partie du F.L.B. Et dans ce cas ses a'exclut d'eux-mêmes de toute solidarité de la part des révolutionnaires. Autant on comprend, bien que ce ne soient pas nos méthodes, des actes comme celui de Yann Kell, autant par contre le fait de s'en prendre à des travailleurs serait effectivement criminel. Si de tels projets existent dans les mouvements bretons, il faut les combattre par tous les moyens.

Loi ANTI-CASSEURS
3 NOUVELLES INQUISITIONS !

Trois étudiants sont maintenant inculpés à Brest à la suite des manifestations étudiantes du printemps dernier. L'un d'eux est militant de la L.C.R. et des comités de lutte ; les 2 autres appartiennent à l'U.N.E.F.

Il leur est reproché d'avoir été participants ou instigateurs de la manifestation au cours de laquelle en gare de Brest, un train avait été couvert de slogans. C'est bien entendu la loi anti-casseurs qu'on utilise contre eux : elle permet de les poursuivre sans aucune preuve de leur participation aux faits incriminés sur la base de leur seule présence sur les lieux, voire même à partir de rapports de Renseignements Généraux relatifs aux Assemblées Générales de préparation de la manif. ou aux activités politiques ou syndicales des inculpés.

C'est la 4ème fois en 76 que la loi anti-casseurs est utilisée en Bretagne contre des militants de mouvements de masse. Cette inculpation vient en effet après la condamnation de syndicalistes paysans, des dirigeants de la F.G.A./C.F.L.T. du Finistère et d'étudiants rennais.

L'utilisation qui est ainsi faite de cette loi révèle aujourd'hui très clairement le véritable objectif que poursuit le pouvoir quand il la fait voter : faire payer au prix fort les militantes les plus actives pour les luttes dures auxquelles ils participent. Et ce n'est pas un hasard si elle trouve aussi souvent à s'appliquer en Bretagne où l'apporté des luttes est à la mesure de la dureté de l'oppression.

Mais il ne suffit pas d'en faire le constat, il faut mettre un terme à cette utilisation de la loi anti-casseurs. Le procès de Brest contre les trois étudiants devrait être l'occasion d'une riposte unit de tous ceux qui ont déjà eu à en pâtir : étudiants, ouvriers, paysans.

**NANN D'AN DISTRUJ
NUKLEER**

La Bretagne reste plus que jamais sous la menace d'une implantation nucléaire. Bien que le Pouvoir hésite entre 3 sites : Plogoff, Porsmoguer, Pellerin (près de Nantes) il apparaît certain qu'une centrale sera construite.

On a pu voir à l'occasion des affrontements de Malville cet été jusqu'où le Gouvernement était prêt à aller pour imposer ses implantations nucléaires à une population qui les refuse.

Mais les premières ripostes aux projets bretons - à Plogoff et à Brest/Porsmoguer notamment - montrent aussi que la résistance est possible et sera tenace.

C'est donc à une lutte de grande ampleur qu'il faut se préparer. Dès que le choix définitif du site sera connu (il semble que ce soit Pellerin qui ait les faveurs de l'Administration pour le moment) il faudra faire de la solidarité avec la population de cette région l'axe de toutes les luttes anti-nucléaires.

C'est pour préparer une situation de ce genre qu'une réunion s'est tenue à Brest le 16 Octobre, à l'initiative du P.S.U., entre toutes les forces opposées aux implantations nucléaires (C.R.I.N., C.F.D.T., A.P.F., U.S.F., Skol an Emsev, L.C.R., P.S.U.)

L'idée a été lancée d'une liaison permanente sous la forme d'un collectif breton contre le programme électro-nucléaire, qui organiserait dans un premier temps une campagne d'information sur les cinq départements bretons.

Les organisations de masse présentes ayant réservé leur réponse au projet est pour l'instant en suspens. Car son intérêt politique, évident quant au principe, est subordonné à la participation des forces les plus engagées dans le combat anti-nucléaire.

**LE TRO BREIZ DE
GEORGES MARCHAIS**



"St Etienne est un exemple de ce que peut faire le sport... Je vais tenir un meeting le 20 Octobre, quand j'ai su que ce soir là il y avait EINDHOVEN, St ETIENNE, j'ai dit à mes camarades de repousser le meeting au 21... la salle aurait été pleine quand même. Mais moi je tiens à voir le match à la télé."

Chaque étape du voyage de G. Marchais a été émaillée de sorties de ce genre. À Brest il annonce sous les applaudissements que la France mène 2-1. à la mi-temps devant la Bulgarie.

Il y a derrière ces sorties autant que la spontanéité, le parti pris de rassurer et de claire. Toute la tournée de G. Marchais était lascée sous le signe de l'imminence des échéances électorales et rien n'a été négligé pour améliorer l'image de marque du parti, ni pour faire apparaître son secrétaire général sous les traits bonhommes et paternels d'un français comme les autres.

....

UN RETOUR DANS LA BRETAGNE
LE P.C.F. N'A PAS TOUJOURS DIT CA...

En AOUT 1932, à l'occasion de l'attentat contre le monument de Rennes figurant les rattachement de la Bretagne à la France, on lit dans l'Humanité du 17 AOUT 1932 :

"Le mouvement autonomiste breton doit être défendu... Ce mouvement n'est stupide que pour les thuriféraires à tout prix de l'impérialisme français... Le peuple breton a sa particularité ethnique indiscutable. Fidèle au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, notre parti défendra les revendications des masses populaires bretonnes".

Un autre article paru dans l'Humanité du 24 AOUT 1932 sous le titre : "Le mouvement breton est à la fois national et social" affirmait : "Il y a un peuple breton au passé millénaire".

Il est vrai qu'à l'époque le P.C. s'en prenait "au centralisme de l'état français bourgeois" et à son attitude impérialiste à l'égard des minorités de l'exogone :

"En Provence, en Languedoc, en Béarn, en Auvergne, en Flandre, en Alsace-Lorraine, en Corse, pour ne citer que ces pays-là, la centralisation impérialiste étouffe la vie populaire. Les langues nationales sont extirpées, la population administrée par des fonctionnaires "étrangers" et les fêtes régionales ne sont que des dérisions". (Numéro 3 AOUT 1932)

Cela se situait dans le cadre d'une politique globale du P.C. attaquant l'impérialisme français sur tous les plans et soutenant des luttes de libération nationales à Madagascar, en Indochine et au Maghreb.

Aujourd'hui (et ce depuis 36) le P.C. postule le titre de bon gestionnaire de l'état bourgeois qu'il ne songe donc plus à attaquer. Au contraire, il en a récupéré les "valeurs" : la Marseillaise, le drapeau tricolore et l'"unité nationale". D'où entre autres les récentes proclamations tricolores de Marchais.

Celui-ci parle d'"erreur" quand on lui rappelle les prises de position ci-dessous (et ses écoles locaux, se fondant sur l'odieuse compromission d'une partie du mouvement autonomiste breton - mais d'une partie seulement, alors que beaucoup d'autonomistes se sont retrouvés dans la Résistance - avec le nazisme, assimilant calomnieusement le mouvement autonomiste actuel au fascisme, sans vouloir reconnaître que ce mouvement actuel n'a plus grande chose à voir avec les confusions de celui d'avant guerre et cherche plutôt sa voie du côté du socialisme). Erreur ? Mais que penser alors des prises de positions de l'historien soviétique officiel spécialiste des mouvements populaires Boris Porchenov qui écrit à propos de la révolte des Bonnets Rouges :

"Peut-on parler d'asservissement national et de lutte de libération nationale des Bretons, étant donné que la noblesse bretonne s'était déjà entièrement francisée et que, au fond, seuls demeuraient Bretons les paysans ? La réponse est contenue dans l'état actuel du problème breton en France. En dépit d'une dénationalisation continue d'une partie des Bretons, ce problème demeure typique des "minorités nationales" et ne saurait être résolu dans les conditions d'un régime bourgeois".

Mais quelle que soit la position adoptée par le P.C. à un moment donné sur la question des minorités, elle n'est jamais fondée sur une analyse de la condition de ces minorités, et de leurs aspirations. Il s'agit toujours de déclarations qui sont là la conséquence tactique d'orientations politiques se situant à un niveau beaucoup plus global ; leurs variations sont elles aussi la conséquence d'un changement de ligne générale.

On serait tenté d'en conclure que les déclarations de Marchais ne sont donc pas à prendre très au sérieux, si malheureusement elles n'influencent encore un grand nombre de travailleurs qui continuent de se reconnaître plus ou moins dans le P.C.

UN CLERICALISME POUR NOTRE TEMPS.

G. Marchais a abondamment parlé de religion tout au long de son voyage, au point qu'on peut se demander si ce n'est pas la la seule spécificité de la Bretagne qui lui soit apparue vraiment digne d'intérêt.

Quand au fond les interventions sur cette question, ne sont pas faites pour éclaircir le problème. Car G. Marchais a constamment mélangé deux choses à nos yeux tout à fait différentes.

L'ouverture en direction des travailleurs chrétiens n'appelle en elle-même aucune critique. Bien sûr qu'ils ont leur place dans la lutte de classes, et nombreux d'entre eux n'ont pas attendu les appels de G. Marchais pour l'occuper. Et tant mieux si le P.C. abandonne son sectarisme à leur égard. C'était un aspect du stalinisme qui a fait bien des ravages en Bretagne.

Mais l'ouverture de G. Marchais va bien au-delà : la main qu'il tend est offerte davantage qu'aux travailleurs chrétiens, à l'église toute entière. Ce sont surtout les chrétiens comme électeurs qui intéressent G. Marchais. Et il n'hésite pas pour gagner leurs voix à faire toute critique de la hiérarchie, voir à s'en faire le courtisan.

Ce faisant, il passe à côté d'une tâche essentielle pour les révolutionnaires : la lutte contre la hiérarchie catholique qu'il faut mener avec les travailleurs chrétiens eux-mêmes, si l'on veut éviter de la trouver intacte comme obstacle à la révolution le jour où la situation se tendra. Rappelez-vous le Portugal.

La réaction d'AR FAIZ

Nous publions ci-dessous à titre d'élément d'information sur les réactions au voyage de G. Marchais un extrait de l'interview d'Ar Falz publié intégralement dans ce même numéro.

Nous n'appréciions pas de la même manière "l'évolution" du PC sur la question, mais nous aurons l'occasion d'y revenir et d'en débattre à propos des luttes pour la langue bretonne.

Q : Qu'attendait Ar Falz de la réunion avec Marchais

R : Beaucoup de gens avaient été invités, et pas seulement de gauche. Tous les mouvements, petits ou grands, tous les gens intéressés par le breton ou par la culture bretonne, avaient été invités. Il y avait des communistes, il y avait des socialistes, des gens de l'UDR, des gens d'Ar Falz, des gens des associations chrétiennes, il y avait beaucoup de gens autour de Marchais.

Il y avait là M Chambaz qui est un membre du Bureau Politique du PCF, qui est spécialisé dans les questions des cultures régionales. Il a fait un exposé sur le breton et la culture bretonne, disant qu'à partir de maintenant le PCF prenait en compte, et cela n'a jamais été dit de façon aussi solennelle qu'hier, toutes les langues et cultures populaires qui existent en France. Et ainsi, les gens du PCF ont élaboré un projet de loi pour la langue bretonne, et ils ont expliqué ce qu'il y a dans ce projet de loi et comment, si la gauche est au pouvoir, bien plus pourra être fait pour le breton et les autres langues de France qu'il n'est fait aujourd'hui.

Ar Falz n'est pas allé à cette réunion en attendant quelque chose ; on ne lui avait pas dit qu'il y avait quelque chose à attendre. Nous y sommes allés pour voir où en était le PCF, s'il y avait moyen de faire évoluer les choses dans l'esprit des gens du PCF. Et, à mon avis, bien qu'ils soient encore demeurés de pure jacobine, du moins ont-ils accepté ce que disait Aragon il y a 5 ans ou 6, ou peut-être moins, ils l'ont accepté comme ligne : "La France est un pays où il y a plus d'une langue".

C'est donc la fin du dogme linguistique ; à présent, y compris pour le PC, il y a plus d'une langue en France. Et ceci n'est peut-être qu'un commencement ; avec une telle ouverture, on peut espérer pouvoir demander plus ensuite ; mais hier Ar Falz n'attendait rien ; elle venait s'informer, et entre s'informer et attendre quelque chose, il y a une différence.

Un militant d'Ar Falz

N.B : FALZ signe FAUCILLE.

luttes culturelles :

INTERVIEW

D'UN MILITANT D'AR FAIZ :

Q. Qu'est AR FAIZ, quels sont ses buts ?

R. C'est une association créée il y a 45 ans par un instituteur, Yann SOHIER, qui trouvait injuste que les bretons n'étaient pas instruits dans leur langue maternelle.

G. Petra eo AR 'FAIZ ha peseurt stourm a ren ar strollad-ze ?

R. AR 'FAIZ zo eur strollad bed krouet pemp bleaz ha daou-ugent zo, dija - a-raog ar brezel eta - gend eur skolaer deuz Breiz-Uhel, Yann SOHIER, ca bed henvet en eur gumen deuz Breiz-Izel lec'h ma ne veze komzed nemed brezoneg. Setu, an den-ze a zoñjas penaoz ne oa ked reiz ober skol da fud Breiz-Izel en eur yez estren. Hen a zonje dachet e oa red ober ar skol d'ar pobloù en o yez, evel ma veze greed en amzer-ze en URSS e-barz an holl republikou ne oent ked russ a yez.

Q. SOHIER était-il membre d'un parti politique ?

R. Il était à la fois su P.C. et à Breiz Atoc (NB: en fait il était "communiste" et membre du parti autonomiste). Début d'AR 'FAIZ : peu de monde, car la majorité des instituteurs ne se rendait pas compte du problème posé. Mort de SOHIER en 1935 (?) ans après la création d'A.F.) mais A.F. continue ; guerre ; après la guerre, le travail de KERVEL fait réapparaître A.F. Armand KERVEL restera seul pour ainsi dire dorénavant 20 ans à lutter à la fois

G. Ezel oa SOHIER deuz eur strollad politikel hemmag ?

R. Ya ! 'Barz ar P.C. e oa, med ive 'barz Breiz Atoc ; barz an daou dra eo assamblez. Setu, e-nous savet AR 'FAIZ - da lared eo en amzer-ze ne oa AR 'FAIZ nemed "Groupe des Instituteurs Partisans de l'Enseignement du Breton". Ca ked kalz tud da gommañs pegwir ar peb brass deou ar skolaerien cent ked diyuned tamm 'bed, ha ne oa nemed eun dousenn pe ziou a skolaerien a-du gand SOHIER. Forz pensoz, ne bedes ked pell SOHIER war e labour "FAIZ" pegwir e varvas daou vloaz war-lerc'h ma oa bed krouet AR 'FAIZ gentañ. Med beteg ar brezel e chomez AR 'FAIZ en he sac ; e-ped ar brezel e kouskouz en traou da ved ; goude ar brezel e vee udavez AR 'FAIZ gend Armand KERVEL, hag a jomaz e-ped ugant vloaz kouek lared a-kun : o lakaed ar mennoz kreizog hag ar mennoz kleiz de vond asamblez. En amzer-ze, ne oa ked kalz tud o lakaed Breiz

pour les idées bretonnes et pour les idées progressistes. Ensuite, la création de partis spécifiques aux minorités nationales (UDB, L. Occitane, ...) aide beaucoup à l'essor d'A.F. À présent, A.F. est une organisation forte de 200 militants, regroupant non seulement des enseignants mais tous ceux en accord avec les trois mots-clés : Bretagne, Socialisme, Laïcité.

AR 'FAIZ est donc à la fois dans l'institution scolaire capitaliste et en dehors. Elle ne veut pas y être intégrée, de même que les syndicats ouvriers, tout en étant dans l'usine, ne veulent pas être intégrés au système.

Q. Comment lutte AR 'FAIZ ?

R. Précisons d'abord que certains membres d'AR 'FAIZ ne parlent pas breton. Leur rôle, à ces non-bretonnants, est d'étudier l'histoire, la matière bretonne en général. Ainsi, nous avons publié les deux premiers tomes de l'Histoire de la Bretagne et des Pays Celtes, soit jusqu'en 1532. Nous publierons ensuite 2 autres tomes. On vient aussi de publier "l'Agriculture

he Kleiz esamblez, ne oa ked nemed unan pe zec'h haq unan onn'e eo KERVEL. Goude-zo, pa 'z eas bed krouet strollad eo ispisial e-barz ar minrelaen hroadel. (e Breiz Urvantez Demokratel Breiz, en Oksitanie Latte Occitane, hag sil ...), an dreñez 'n-eus greed vad d'AR 'FAIZ, pegwir 'dans A.F. edkoved leñs aza. Hag ez eo dind A.F. neuze, a-beze deg vloaz zo, petrament pemp dreist-holl, da veze sur strollad kren, gand kelz tud 'barz ; hag en eus, n'eos ked hepken skolaerien he kaledenned med ive pob saurt tud heg e z-e du gend politiek A.F. A.F., da lared eo ex pal n'eos ked politikel war-beth - n'eos nemed kultural, n'eos - med tri dras zo oet'h ober AR 'FAIZ : Breiz, Sokialoeriz, Liktez. Ar re a zo e-du gend en tri 'faz-ze a hell dona e-barz A.F., memez hag beze kaledenn pe skolaer. Estu, A.F. a labour 'barz ar skol hab beze penn da-Jenn barz ar skol. Eun tredet 'dans 'barz ar skol hag ouz tredet en diavlez. Ne fote ked d'A.F. ha'e "integrated" barz ar sistem scolaire, pegwir ar sistem-ze greed he kosed en-dre gend ar capitalis-tod.

Med so zo vel ar sindikajou : or sindikajou ouvrierien a zo enne'e barz framou a zo kapitalist ; on uzin zo kapitalist, he kouiskeude eo eas sindikajou ouvrierien e-barz. E-barz, hab beze 'barz. A.F. zo memez med.

G. Peseurt mod e stourm AR 'FAIZ ?

R. Dioustu e leverin en eus, e-barz A.F., tud e laboured gend spored A.F. he n'eusont ked brezoneg. Hag en ded-ze kouiskeude 'ma e 'faz 'barz A.F. memez tra. Ar re-he e labour kontig, lakoù, war Istor Breiz, darvez kroiz dre vras. Setu 'z aus bed savet gend A.F. dije lecrou, Inter Breiz gend Per HENRI VID ET LEONARD, dag en eil lecroum zo bed greed n'eos ked gend Per HENRI VID ET LEONARD amzer di-akad beteg ar blevez panneg kant daou ha tregoz (1532), hag eusser a preparé en trede lecroum hag a yelo beked en Diapac'h Breiz ha gouda-se vo grard sun sill o'hraoz. Savet zo bed i'e ouj leor, nevez daud er-miz our mit'zo, "L'A-

en Bretagne", et l'on peut évidemment lire dans ce livre "Géographie de la Bretagne". Tout ceci écrit dans un esprit militant, contestataire. Par ailleurs A.'F. essaie d'unir, à l'occasion de combats ponctuels, tous les gens intéressés par la culture bretonne, d'expression française ou bretonne.

C'est ainsi qu'A.'F. organise depuis 3 ans avec B.Y.V et S.A.E. la fête du breton (Gouel ar Brezhoneg) ; elle participe aussi à toutes les manifestations populaires, contre les centrales nucléaires, les camps militaires (Ty-Vougeret), pour le travail en Bretagne, etc ... Elle regroupe des membres des partis politiques aussi bien que des inorganisés. Sa vocation est d'être un carrefour pour tous les Bretons de gauche qui veulent promouvoir la culture populaire, et ceci sans exclusive aucune.

A.'F. n'est pas une association ayant des idées politiques.

Q. Lorsque la gauche sera au pouvoir, on peut espérer plus de libertés pour la langue bretonne et les autres langues de France. Aujourd'hui déjà les organisations de masse soutiennent les revendications culturelles, notamment

griculture en Bretagne" à gallég, mad gand our gwech dija GOUEL AR BREZHONEG, asamblez gand BREZHONEG YEZH VEW ha SKOL AN ENSAV. Gwechall pe os GALV e os L.'F. e-barz GALV. Pa vez greed manifestadegoù, pe a-eneb da Di-Voujared, pe a-eneb d'ar breizennou nukleel, a vez AR 'ITALZ e-barz, asamblez gand reou all. Pa vez manifestadeg ovid ar labour e Breiz, ovid ar skolioù, ovid ar brezonag ive, a vez L.'F. e-barz. Betag-horn eveljust n'eus ked bed greed A.'F. trou ene'i heub-unen ; gand reou all 'dous bed greed, mad koad vez muiob-mui deuz A.'F. pogwir eo doud da v'la un dras beo, hag a ya en-dro, hag a zo tud 'barz, tud ysouen, tud deuz komend strolled politikel zo, pe tud n'ement kod c'hoz barz our strolled politikel, pe ne fot kod deo mond barz strolled politikel. Setu ez eo A.'F. our gwir krouzhont ovid ar Vretoned deuz en tu Kleiz hag a zo o klasz mond wer-waog, heb skerza den 'bed. N'eos kod our strolled gand mennozou politikel.

G. Je veux tu kleiz barz ar gouarnement, emichenn e vo gwallch an traou ovid pez a zell gwirion er yezou deuz ar Frans. Mad eun dras all vo, gav deou, ober bems - gand ar brezonag. Kalz stourmou'e zo e Breiz, 'vid implij ar brezonag ar skolioù, ar vuhez public, hag all, ha toad ar strolled yohell (de masses) a zo a-du gand ar goulennoù-sa ; mad na reont kod kalz, d'hor aod, da skwer vid implij ar brezonag

en ce qui concerne l'emploi quotidien du breton. Mais elles-mêmes semblent faire peu d'efforts en leur sein.

...

R. C'est vrai ! Cela est surtout dû au fait que ce sont des organisations françaises, avant tout. Elles n'ont pas encore reconnu l'existence du peuple breton. Nous serions tout à fait contents si MARCHAIS, par exemple, parlait d'unir les Peuples de France ... mais jusqu'ici la PCF parle du Peuple de France

Mais, grâce à A.'F., grâce aussi à des partis politiques bretons, petit à petit

les idées font leur chemin

y compris parmi certains membre

bretons du PC et une évolution

se dessine chez ceux qui

avaient été auparavant dé-

jà sensibilisés à la ques-

tion.

Q. Ne pensez-vous pas qu'il y a un combat à mener au sein des organisations de masse pour l'utilisation plus fréquente du breton ?

R. Bien entendu ! Petit à petit, les choses évoluent d'ailleurs, comme dans la CFDT. Cependant, c'est Paris qui décide et il faut bien se rendre compte que pour Paris nous ne sommes que la province. Nous devons donc continuer avec acharnement à répandre nos idées et

c-hun', en o buhez pemdesziog. Pa'r s'zont deuz en dra-ze ?

R. Ya ! Swir eo, ar strolled yohell n'int kod c'hoz digor da vad d'eur vuhez vreizog e Breiz. Mad red en lared eun dras : ar PCF da skwer, he betog our aerten peant ar F3, petre int da gants ? Da gants int strolled yohell. Bes ez int douz en tu Kleiz, mad yohell, da lared or n'eus-deus kod enzaved c'hoz ez eus eus Potl Vreiz. Evito n'eos ar Vretoned nemod eul ledenn douz Pohl er Frans, ha pa lever G. MARCHAIS, da skwer, ems ar PCF e klasz "l'union du Peuple de France" - unvezies Pohl Frans - n'eos kod trawllish evidon. Mad e vi-cho ma levarfe : "Nous recherchons l'union des peuples de France". Neuze, ya ! Neuze veze mad-tre reg neuze veze enzaved ez eus eus Pohl Vreiz. Mad bremut c'hoz, betog bremut da ne-bouta, ar PCF n'eus kod lared en dra-he ; ho mortzo n'eos kod genost da lared c'hoz. Mad e drugarez d'AR 'ITALZ, e-drugarez da strolled politikel breizag ive, tomme-ha-tomme mammstre eo silad en douetsm e-barz spored tud 'ne eus or PC hag a vez gwallch sun amdroodur e-skew ar re 'zo bed kizidikoed d'or prenchouze e-reog.

G. C'est kod doch ez eus sur stourm da ober, e-barz en tu Kleiz memes, vid ma ve implijek kals miuch ar brezonag, da s'ez e bodadegou ar sindikat, er kozetennou sindikalek, hag all ... ?

R. Eveljust ! Si zo a-du-krenn gant pez a larez. N'eus kod a vuhez vmezonag e strolled yohell 'bed a Breiz, pogwir ez int strolled yohell. Eveljust eo koumied en traou de zadri, hag ar CFDT,

da skwer ... Nemad ... CFDT et an ent, n'eos kod CFDT ... Setu, evelise 'ne, en ? Kuit he ma ve en traou e tend denz Paris toud (ar framouz he ba' Paris ovid pub tra - ni n'eos nemad sun provins amañ ovid an dud-se, tud Paris), ne vo kod meien ... Setu parlez et red broads, broads,

leksed ar broad da vont sonnch a-barz spored an dud ! Mad red ar iye kroui traou breizag impias

même, il faut aussi créer des groupes spécifiquement bretons pour indiquer un peu Paris.

A présent, on voit plus d'articles en breton dans certaines hebdomadières de gauche de la région, on voit parfois une banderolle en breton dans les manifestations. Petit à petit, ça progresse... mais il faut dire aussi que le vocabulaire breton a peu évolué depuis des dizaines d'années et cela est un handicap certain. Et seule une approche pédagogique peut permettre, avec prudence, d'introduire de temps en temps, un mot ou deux. Encore faut-il le faire avec tact, sinon on ne fera qu'aggraver les complexes liés à l'utilisation du breton. Et si la place du breton dans les organisations de masse demeure encore réduite, du moins les esprits sont-ils plus ouverts et l'on voit beaucoup de membres de ces organisations s'inscrire aux cours de breton. Ce qui peut permettre de présager d'un avenir favorable pour l'utilisation du breton dans les organisations de masses.

Evid lekoad er se all mèhed.

Brepon e weler "barz "Le Combat Socialiste" deuz ar Hôtes-du-Nord, e-bars "Le Breton Socialiste" deuz ar Finistère , o vez lep sizan eur pennad e brezoneg; evaljust lez eus eur droïdigez galleg e-kichen. Lod dag vleaz zo ne os nostra. Pa vez manifestedegou deuz ar OFDT a Kemper, a-wechon vez gweled sur skritell kemmag e brezoneg, er pez ne veze ked gweled, n'or ked dag vleaz zo, med mouez pemp bloez zo. Setu tomm-ho-tamm en e an traou war-vroeg.

Mad oussenn-se, emz arz zo da lared mèmetra, heg e zo a benn : ar strolledou politikal heg er strolledou sindikalel a zoñj de'e n'int ked gouest da zisplaga e brézeng en traou teknikel a vez lared e galleg pa vez uno deuz labour, deuz stourm sindikalel pe brézeng, pegzir er brezoneg 'venk deboff en pez vez lared a galleg "une accélération linguistique". Choméz eo er brezoneg war-lerc'h pegwir eo bed gwasked er Viloton, int bed errollakéed (alités) en u ysa. Sebu, er brezoneg zo mad evid kozzel deuz al labour-douar -- ha c'hoez, deuz al labour-douar mod'koz - deuz ar beskerz, ha deuz en trem diwar er mœz ha deuz traou en Iliz. Aze, mañ-tro. Mad evid an traou vedern, an teknikou e kemend micher'ze, ha mœmz an teknikou politikal (yoossablaire, heg all ...) siwarz ez en kaiz, kaiz a-dreñv. Ha n'eus med our strolledou poez, POBL VREIZ deuz UDB de skher, heg e zo gouest da lekoad tomm-ho-tamm en nevez heud geriou de sirkoul, c'ebet an dro e-mesk en dud ; ha e'hous en eñ gwallon lekoad er galleg e-kichen, mad all ne outo led en dud pêtra eo meñez. Be z' labour pédagogiel ; dan mond de'e tomm-ho-tamm, mad all en dud e laro : "Ho ! Ni n'ouzen ka' brezoneg ; en dñs-be se brézeng bras, mo' ni n'ouzen keo ar brezoneg-sai ! Ar brezoneg zo gan'om n'e'ke' mad !" - Gwelik lær d'en dud : "Yeo ! Ho prezeng zo mid i N'ouzen ku' jet tra e brezoneg, mad r'ouez ku'you tra e gallieg kennebod" Setu, tourt-ha-tamm. Mel, mesan en 'n eo dister ar brezoneg a gaver e-barz ar strolledou

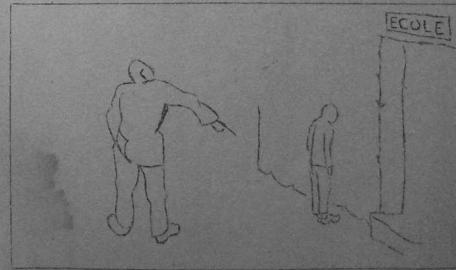
yohel, d'an nebouz en eo kaiz, kaiz digorrek ar spereou deuz en tu-ze, heg e weler our bern tud deuz ar strolledou-ze e vond du ziski brezoneg e kontellicha brezonag ze, oblaouer e fot ie'e lekoad ar brezonag en eur plas bennag en o buhez. Meñez mo 'z eo bihan ar plas de gomons, tomm-ho-tamm e vrassieic he martza gond e bugale e rai mich e'hoaz.

(Q.) On a parlé dans Ouest-France d'un "dément" au sein d'AR 'FALZ ; peut-on savoir de quoi il s'agit ?

R. Oui ! Depuis quatre ans AR 'F. a entrepris de changer de peu. Elle s'est renforcée (il y a environ 200 membres maintenant). A la dernière assemblée générale, un texte d'orientation reconnaissant qu'il existe un Peuple Breton a été voté à 103 voix contre 13. Ce sont ces 13-là qui font du bruit et ont écrit à O.F. cinq d'entre eux. Ils sont membres du PC ou du PS, donc, il faut le souligner, de partis français ...

G. Koz zo bed barz O., -france deuz eun "dément" barz A; 'F. Meñien zo da hodd patre eo ?

A. Ya ! Abeoù pevar bleaz ze ez eo kommandez A.'F. da jenck krichenn; dud er da va't eun dñs "Træs-sch" (200 ezel dre vrez) Mr wech diwo's, er wedog-d'eur en Uhelgoad, ez eus bed digaess eun dastenn-reterredur (texte d'orientation) heg e ou red d'er re e ce er vedadeg lared a sonj diwerken an destenc'h. 103 o-deus lared Ya, 13 o-deus lared NMN. Ar pez e ce ba' Ouest-France a zo dand deuz en trizeg-zo. Mincriter-tre int neu'e ; mad trouz e raont, pegwir no fot ked da'e gweled AR 'FALZ o lared eus euz Pobl Vreiz. Evito n'eus kad d'en em brononni war ze ; red eo gortez. Heg ar re zo barz ar majorite, koulakcudé, a lar : "Red eo lared dioustu "il y a un Peuple Breton", bez eus euz Pobl Vreiz ". Setu ese erin en tabut. N'eus kad e leo'h ell ; mad kenkoulz din lared dioustu : en re o-deus skrived bu' O.F., 'miant pemp, tri eno's barz er PCF ha deuz barz ar PS ; da lared emaint e 'femp barz strolledou gall ...



25.

Nag ar vezh... —

...Nag ar vezh !

Mardi 28 Septembre, le film de Philippe Casnard : "ni la honte, ni le gourdin" (Nag ar varz, nag ar vezh), était programmé à la NJC de Morlaix. Le public essentiellement composé de jeunes bretonnants venait assister à la projection dans l'espoir de voir traduit sur l'écran l'oppression et le combat du Peuple Breton.

Philippe Casnard a fait un film patchwork, ayant pris contact avec plusieurs foyers de luttes en Bretagne - lutte contre le remembrement des marais de l'Iroise, les marais de Perrien, ou pour la maintien du marais salant détruit par la rocade de la Baie - a cru qu'il suffisait de faire édifier à la fin les interviews sur ces différents sujets : même cette succession ne permet pas de saisir dans son unité la lutte que viene tout un peuple contre le délabrement de la Bretagne par l'Etat capitaliste français.

En effet, entre deux chansons de Gilles Servat - pour le chef culturel - on entend des propos sur la peche, l'épidémie de bruxellose, la lutte de Trurocéan. Mais, Philippe Casnard qui a débarqué en Bretagne avec sa pellicule n'a pas pu trouver un fil conducteur dans sa recherche. Dommage parce que bien souvent ces témoignages pris sur le vif démontrent tout le potentiel de lutte qui existe chez les travailleurs bretons... mais aucune explication claire dans le film, aucune tentative de montrer l'unité des luttes - culturelles et sociales... bien qu'en filigrane se dessine la ligne politique de l'U. D. F. .

Cela ouvre une fois de plus le débat sur le cinéma militant et ses difficultés à dépasser le stade de la simple description des luttes.

Mais peut-être est-ce trop lui demander que d'en attendre les traductions et lancer d'un projet politique qui n'existe encore qu'à l'état d'embryon.

R.I.B..

Il vient de ce créer un comité qui appelle à refuser de payer toutes sortes de taxes de la redevance Télé pour protester contre le peu de place que l'ORTF accorde à la langue bretonne.

"Une minute de breton pour quatre heures de français. La contradiction avec la réalité linguistique est frappante. Deux langues, deux voies, deux mesures. Maintenant que tous les Bretons connaissent le français, faut-il qu'ilsoublient leur langue ?".

"L'attitude de la bourgeoisie ne pourra laisser supposer en fait qu'elle est décidée à en finir avec la langue bretonne : même si les quelques années accordées après de nombreuses manifestations devraient lui assurer une mort plus douce".

Le Comité qui va prendre plusieurs personnalités culturelles connues (Gérard de Henry, Per Genez, Fañch L'Arvor, Oweitz, Glenmor, Servat, Gwennig) se propose "de réunir les forces progressistes en Bretagne et chez les bretons de l'émigration en vue d'une action commune".

Au mois de Septembre l'ORTF devait faire saisir Y. Gwennig mais elle a été déclarée devant la mobilisation.

Nous soutenons l'initiative de ce comité : on ne peut se contenter de pétitions, les cortèges à papier n'ont pas d'oreilles.

Deux langues, deux cultures, non ! Bilinguisme, oui !

Pour tout contact avec le comité Y. Gwennig, RIB, Ar hañ-n Locmaria Perrien 29213 NULGOAT

Radio

télé

brezhoneg

UNE VRAIE
INFORMATION
CONTRE TOUTES
LES OPPRESSIONS

BUDGET

COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE

ROUGE

En vente
chez
tous les libraires